

Centre-Press 13 juin 2011

Salles-la-Source : J. Bové en appelle à la résistance

Une centaine de membres et sympathisants de l'association « Ranimons la cascade » ont marché hier vers la préfecture. Ils dénoncent le manque de transparence dans ce dossier.

■ Partis à vingt-trois depuis Salles-la-Source, près de 120 manifestants se sont finalement retrouvés hier matin à Rodez pour manifester leur désaccord avec la préfecture dans la gestion du dossier dit de la cascade. Depuis un an, en effet, un conflit oppose les riverains à un entrepreneur privé qui s'est mis en tête de faire fonctionner la micro-centrale de Salles-la-Source au risque selon eux de réduire le débit aval de la rivière le Créneau. Une aberration pour les « anti-centrale » réunis au sein de l'association « Ranimons la cascade », qui dénonce non seulement le coup porté à la beauté du village mais aussi et surtout, les zones d'ombres qui entourent le dossier. « Il y a des choses anormales qui se sont produites dans la gestion du dossier par la préfecture ; à un moment, il faut que ça pète », crie le président de l'association.

« En accordant à un entrepreneur privé une nouvelle autorisation d'exploiter, la préfecture semble avoir oublié que cette centrale a été construite de façon illégale. Elle oublie aussi l'intérêt touristique des lieux, l'environnement. Développer les énergies propres ne veut pas dire détruire l'environnement », fustige Bernard Gauvin. Venu avec force eusseroles, rapidement suspendues aux fenêtres du bâtiment, « celles-là même que se traîne la préfecture dans la gestion du dossier », les



La « Marche des indignés » de Salles-la-Source marque près d'un an de manifestations.

A. Delbe

manifestants ont ensuite salué l'implication, récente, des élus du département, qui à l'image de Christian Teyssède, ont tenu hier à dénoncer « la position scandaleuse » de la préfecture.

« Un combat juste »

En « symbole des bons combats à mener », le député européen José Bové a rejoint lui aussi le cortège. Arrivé tout droit de Pologne, un pays qui découvre les

problèmes inhérents à l'exploitation du gaz de schiste, le parlementaire a lui aussi insisté sur le symbole. « Comme sur le plateau du Larzac il y a quarante ans, l'État a une fois encore fait le choix d'imposer aux élus et à la population un projet qui n'a jamais été débattu et qui ne tient pas compte de l'avis de ces mêmes élus et de ces mêmes citoyens. L'argent doit-il toujours primer sur la démocratie ? »

Largement convaincu que l'association mène ici « un combat juste », le José Bové a pris les manifestants à témoin et les a invités à ne jamais se laisser imposer des décisions.

La préfecture et l'entrepreneur en charge de l'exploitation de la micro-centrale sont avertis : « On peut apprendre à résister. Il va falloir apprendre aujourd'hui à Salles-la-Source de la sobriété ! »